Hommage à Christine Renon 3 octobre 2019

Encore un suicide dans l'Éducation Nationale. Il y a dix jours Christine Renon, directrice d'école maternelle à Pantin, a mis fin à ses jours dans l'enceinte même de l'école. C'est la troisième fois cette année, après Jean Willot en mars, Jean-Pascal Vernet en mai, qu'un suicide vient massivement secouer le monde de l'école. Il y en a eu d'autres, restés confidentiels, comme Frédéric Boulé, ce professeur de SVT de l'académie de Nice, qui a fait le choix tragique du suicide le 21 septembre dernier.

Ils ne mouraient pas tous mais tous étaient frappés : tel est le titre d'un livre rédigé en 2008 par la psychologue et psychanalyste Marie Pezé, qui travaille sur la souffrance au travail depuis 1996.

Comme l'écrit Lucien Marboeuf sur son blog « L'Instit'Humeur », il ressort de ces différentes situations un immense sentiment de solitude, de fatigue et d'accablement. Solitude quotidienne face aux taches multiples, nombreuses, parfois contradictoires, voire absurdes, trop souvent éloignées du cœur même de notre métier et qui nous prennent un temps et une énergie dingues. Solitude face à certains parents, difficiles à gérer parfois, avec qui il peut être compliqué de communiquer et face à qui on se sent alors démuni ; vulnérabilité face à ceux qui peuvent en un courrier à la hiérarchie jeter l'opprobre sur l'enseignant. Solitude face à cette hiérarchie qui n'accompagne pas quand il le faudrait mais accable trop souvent. Solitude face à l'institution, coupée des réalités du terrain qu'elle méconnaît et dont le management ultra-vertical et prescriptif pressurise et vide les hommes et les femmes. Solitude enfin quand les digues craquent, que la fatigue et la lassitude l'emportent.

Les mots de Christine Renon disent aussi une autre réalité : celle des directeurs d'école, surchargés de travail et plus seuls encore que les autres, avec les responsabilités énormes qui leur incombent.

Ces drames mettent une fois de plus en évidence la dégradation des conditions de travail dans l'éducation nationale. Les réformes successives mises en œuvre malgré l'opposition quasi unanime du corps enseignant, la désorganisation permanente, les nouvelles formes de gestion nées du New Management, ont des effets dramatiques sur les personnels. Les collègues disent avoir l'impression de ne plus pouvoir faire leur travail correctement et ils se sentent abandonnés par l'institution. La souffrance advient lorsqu'on ne parvient plus à donner du sens à notre mission pédagogique.

L'acte de notre collègue pose la question des conditions de travail des enseignant·es, des directeurs et directrices d'école et plus généralement des personnels présents au quotidien dans les écoles et les établissements, sur la perte de sens des métiers.

Il n'y a pas, à ce jour, de statistique fiable sur le suicide enseignant.

C'est bien là le problème. Ce manque de chiffres en dit long sur l'omerta qui règne dans l'Éducation Nationale. La dernière étude sur l'épuisement professionnel remonte à 2012 et on ne sait pas vraiment combien de démissions, chaque année, sont liées directement au ras-le-bol professionnel. Suicides, burn out et démissions ont en commun de donner à voir la part sombre du « plus beau métier du monde », de dire la difficulté d'enseigner et le trop-plein, le trop-dur.

En 2016, deux chercheurs de la DEPP (direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance, qui évalue les politiques éducatives) ont mené une étude sur la question des risques psycho-sociaux (RPS) chez les profs. Les risques psychosociaux (RPS), faut-il le rappeler, sont définis comme « les risques pour la santé mentale, physique et sociale, engendrés par les conditions d'emploi et les facteurs organisationnels et relationnels susceptibles d'interagir avec le fonctionnement mental ». Parce qu'elle comparait, avec des

données et des outils d'analyse identiques, différentes populations au travail (enseignants, cadres de la fonction publique et cadres du privé en contact ou non avec le public), cette étude permettait de mettre en exergue les caractéristiques de la population enseignante face aux RPS. L'étude concluait que « les enseignants ont une exposition moyenne aux RPS significativement plus élevée que les autres populations, surtout dans le premier degré ». Et, ajoute l'étude, « parmi les enseignants, le premier degré ressent plus de tensions psychosociales dans son métier, notamment au niveau de l'intensité, de la complexité du travail et du manque de soutien hiérarchique. »

Quelques mois plus tôt, le médiateur de l'EN qui consacrait son rapport au même sujet constatait que « le métier d'enseignant, tel qu'il est actuellement, isole trop souvent », et renvoyait à un rapport sénatorial notant que « la souffrance ordinaire des enseignants reste largement invisible de l'institution scolaire et de la hiérarchie administrative ».

Tout cela, le Ministre de l'Éducation Nationale ne peut l'ignorer.

L'absence d'aménagement des fins de carrière, l'absence de possibilité de reconversion, l'absence d'une véritable médecine du travail, tous ces manques contribuent à conduire à des situations désespérées.

Les derniers chiffres du CHSCT indiquent qu'il y a sur toute la France 87 médecins de prévention (68 équivalent temps plein) pour 1 011 755 agents de l'Éducation nationale, soit un taux de suivi de 1 médecin pour 14 878 agents (ETP). Seules deux tiers des académies ont un psychologue.

La situation est grave. Le ministère de l'Éducation Nationale doit en prendre toute la mesure et apporter son soutien aux agent·es. Des réponses doivent être rapidement apportées pour entendre la souffrance au travail des personnels, garantir un meilleur fonctionnement de l'École, la santé, la sécurité et le bien-être au travail de l'ensemble de ses personnels de l'Éducation nationale.

Le SNUipp-FSU, le SE-Unsa, le Sgen-CFDT, la CGT-Éduc'action et SUD-Éducation invitent ensemble les personnels des écoles à signer une pétition en ligne pour exiger qu'un chantier portant sur les conditions d'exercices de nos métiers à l'Éducation Nationale soit ouvert en urgence.

Cette signature s'ajoutera à l'expression de notre émotion et de notre soutien aujourd'hui, jeudi 3 octobre, jour des obsèques de Christine Renon.

Ensemble, collectivement, réclamons une toute autre qualité de vie au travail, refusons que le travail engendre des situations de souffrance au quotidien.

Un tel drame ne doit plus se reproduire.

Plus jamais ça.

(Face au silence assourdissant de l'Institution Éducation Nationale, nous vous proposons de procéder à 1 minute d'applaudissements).

